tous les cas. Je puis énumérer douze obstacles différents qui surgiront quand nous chercherons à nous occuper des colons qui ont abandonné leur terre et rompu avec la commission. Toutefois, j'accorderai volontiers à la question le meilleur de mon attention.

Le très hon. M. MEIGHEN: Je suis tout à fait d'accord avec le ministre pour reconnaître l'impossibilité absolue de régler tous ces cas divers. C'est impossible. Comment, par exemple, distinguer entre les soldats qui ont perdu leur terre tout à fait par leur faute ou par leur mauvaise gestion et leur inconduite, et ceux qui ne sont peut-être pas aussi coupables? Je sais que si j'étais ministre je désespérerais d'entreprendre cette tâche. Je ne vois pas comment on peut s'y attaquer. Le fait que l'honorable député de Rosetown (M. Evans) a préconisé ce projet en faveur des soldats évincés me sert simplement à faire cette recommandation au ministre: pour régler toutes choses, qu'il se borne le plus possible au pouvoir judiciaire. Qu'il décharge l'Etat et ses représentants de toute responsabilité. S'il engage une fois cette responsabilité, il ne pourra jamais se dépêtrer. Et quand il annonce le dépôt d'un projet de loi différant de ce projet de résolution en ce sens qu'un juge sera adjoint à un représentant de la commission, je le prie instamment de revenir aussi sur cette décision. Il propose de faire agir de concert un juge avec un représentant et un ancien soldat. Qui aura l'autorité suprême? Le représentant et l'ancien soldat pourront-ils dominer le juge, ou bien le juge et l'ancien soldat pourront-ils dominer le représentant? Il n'y a certes pas de juge qui coopèrera de plein gré dans de pareilles conditions. Ce ne serait pas naturel. En outre, ce n'est pas dans l'intérêt public. Si vous faites intervenir les juges dans cette affaire, attribuez-leur la responsabilité, mais prenez soin qu'ils passent aux yeux du public pour l'arbitre qui départage équitablement les prétentions de l'ancien soldat et du représentant, et ne laissez pas les juges s'en tirer en alléguant que ces gens ont eu autant leur mot à dire qu'eux. A mon avis, c'est la meilleure façon de servir l'intérêt public, et si le ministre veut bien y réfléchir quelques jours, il en viendra à la conclusion, j'en suis sûr, que tels seront les effets de l'attribution de la responsabilité au juge. Si la responsabilité incombe au juge, il remplira ses fonctions de son mieux. Il est très vrai que l'estimation de la valeur foncière peut différer d'un juge à un autre, et ainsi de suite dans une région entière, mais il est également vrai que, quel que soit le tribunal établi, le tribunal d'une autre région adoptera une règle d'estimation quelque peu différente. C'est inévitable. La seule façon de l'éviter,

c'est l'établissement de quelque tribunal d'appel à qui tout le monde puisse en appeler. Des objections se posent contre ce projet, et les obstacles se révéleront peut-être inévitables, mais j'espère que non. On ne saurait avoir une justice absolue dans tous les cas. Le ministre ne vise pas à la justice absolue dans sa mesure; elle est irréalisable. Il se présentera des cas où les soldats, après avoir payé leur terre en entier, sont morts. On ne peut plus rien faire pour ces hommes, mais en toute équité pour leurs héritiers, ceux-ci ont droit au même avantage que les colons établis, plus même, car les légataires ont eu à subir le désavantage d'acheter à haut prix, ont lutté jusqu'au bout et acquitté la créance entière. Vous ne sauriez régler ces cas. Nous ne visons pas à la justice absolue. Nous cherchons une méthode aussi juste que possible de résoudre une situation difficile dont le règlement s'impose, et j'espère que le ministre n'introduira pas dans ces tribunaux des fonctionnaires qui en fractionneront la responsabilité et, en fin de compte, compromettront sérieusement l'efficacité et feront douter de la justice de leurs décisions.

L'hon. M. STEWART: Je reconnais avec plaisir que les fonctionnaires de la commission d'établissement des soldats ont acquis de l'expérience, mais je dois dire que ces règlements présentent des difficultés d'ordre pratique. Ainsi, l'an dernier je rencontrai à Stoney-Plain un soldat très mécontent de n'avoir pas acheté autant de bétail que son voisin, à qui l'on avait remis quarante pour cent de son prix d'achat, tandis que lui n'avait rien obtenu. Il réussissait; c'était l'un des soldats assez heureux pour acquitter leurs versements. Il s'était montré économe et soigneux, mais il se croyait victime d'une injustice. En pareille matière, il faut tenir compte de l'élément humain. Mon très honorable ami a émis l'idée,—non sans mérite je le reconnais,—de réunir le représentant de la commission et le représentant du soldat afin de voir s'il y a moyen qu'ils s'entendent, et, dans ce cas, de soumettre le règlement à la commission. Voilà, je crois, un résumé assez fidèle de la proposition de mon très honorable ami. Mais la bienveillance du représentant du soldat et de celui de la commission rend à mon sens la situation de la commission délicate. Cette question comporte tant d'aspects que l'idée de mon très honorable ami me sourirait. Si nous pouvions faire disparaître le sentiment qui s'introduit parfois! Voici deux hommes identiquement disposés à se dire: c'est le gouvernement qui payera, et parfois le règlement sera trop généreux; tandis que dans d'autres cas un léger ressentiment contre un